

Rapport de contrôle

N° D1992703/1901 R002

Référence
client

Commande n° 85879

Entreprise

**CBRE GWS FRANCE SAS
SGAR SAS - BOSC MESNIL
Station Shell - fr/1891
A28 / Aire de Maucombe
76680 BOSC MESNIL**

Contrôle des installations classées soumises à déclaration

Adresse
de
facturation

**CBRE GWS FRANCE SAS
134-142 RUE DANTON
92300 LEVALLOIS PERRET**

Référence de
l'installation

Stockage carburants station-service

Périodicité

Périodicité 5 ans

Dates de
vérification

Le 29/08/2019

Rubrique

Rubrique 4734

Pièces jointes

Confer page "Annexe" du rapport

Nombres
d'exemplaires

Ce rapport a été édité en 2
exemplaires et expédié le 29/08/2019

Intervenant(s)
DEKRA
INDUSTRIAL

Marteaux Loïc

Le corps du rapport (hors annexe ou pièces jointes) fait l'objet d'une réédition complète en cas de modification ou d'amendement du rapport. Chaque modification du corps du rapport génère un changement d'indice de révision. Cette édition annule et remplace les révisions d'indice inférieur. (*) Révision 0 = première version.

**Reproduction partielle interdite sans
accord de DEKRA**
Liste des sites et portée de l'accréditation
disponible sur www.cofrac.fr



n°3-0733

Date et visa de l'intervenant

29/08/2019



DEKRA Industrial SAS,
Siège Social : PA Limoges Sud Orange, 19 rue Stuart Mill, CS 70308, 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr - N°TVA FR 44 433 250 834
SAS au capital de 8 628 320 € - SIREN 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120 B

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION	3
INTRODUCTION	3
RAPPEL DE LA REGLEMENTATION	3
INSTALLATION CONTROLEE	5
Généralités	5
CONTROLE DE L'INSTALLATION	6
Prescriptions contrôlées	6
DESCRIPTION DES NON-CONFORMITES	19
SYNTHESE DES NON CONFORMITES	19
ANNEXES	21
LISTE DES DOCUMENTS PRESENTES	21
Tableau récapitulatif	21
COPIE DE LA DEMANDE ECRITE DE L'EXPLOITANT	23

INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION

INTRODUCTION

Ce contrôle est réalisé en application des dispositions de l'article L. 512-11 du code de l'environnement et selon les dispositions des articles R. 512-55 à R. 512-66 du code de l'environnement.

RAPPEL DE LA REGLEMENTATION

- Arrêté du 22 décembre 2008 (modifié en dernier lieu par l'arrêté du 11 mai 2015) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou l'autre des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques 4510 ou 4511
- Les dispositions de l'annexe I, hormis celles de son point 1 relatives aux dispositions générales, sont applicables uniquement aux installations de stockage.
- Les dispositions du présent arrêté applicables aux liquides inflammables sont également applicables aux liquides relevant du présent article.
- Les dispositions de l'annexe I sont applicables aux installations déclarées postérieurement au 28 juin 2009.
- Les dispositions de l'annexe I sont applicables aux installations existantes, déclarées avant le 28 juin 2009, selon le calendrier suivant :

Au 28 juin 2009	Au 28 décembre 2010
1. Dispositions générales.	2.7. Rétention des aires des locaux de travail.
2.1. Implantation (Uniquement l'avant-dernier alinéa).	4.3. Détection et protection contre l'incendie.
2.2.1. Accessibilité au site.	5.2.1. Sauf le premier alinéa.
2.4. Ventilation.	5.2.5 Limiteur de remplissage.
2.5. Installations électriques.	6.3. Isolement du réseau de collecte.
2.6. Mise à la terre des équipements.	
2.8. Cuvettes de rétention.	
3. Exploitation – entretien.	
4. Risques, sauf 4.3.	
5. Stockage sauf 5.2.1 et 5.2.5.	
6. Eau, sauf le point 6.3.	
7. Air odeurs.	
8. Déchets.	
9. Bruits et vibrations.	
10. remise en état de l'installation	

- Le dernier alinéa du point 2.1 est applicable aux installations existantes au 1er janvier 2015.
- Les dispositions ne figurant pas dans le tableau ci-dessus ne sont pas applicables aux installations existantes.
- Les dispositions du présent point 1.1.2 (Contrôle périodique) s'appliquent uniquement aux installations classées relevant de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331 ou 4734.
- Les installations relevant du régime de la déclaration au titre de la nomenclature des installations classées et incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement ne sont pas concernées par le contrôle périodique.
- Sont dispensées du contrôle périodique les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) no 1221/2009 du 25 novembre 2009 concernant la

participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit ("EMAS"), sous réserve que la déclaration environnementale établie par cette organisation en application de ce règlement couvre la conformité des installations classées à la réglementation

- Les non-conformités majeures (NCM) sont définies dans l'arrêté ministériel faisant l'objet du présent contrôle. A défaut, les écarts relevés doivent être considérés comme des autres non-conformités (ANC).
- Dans le cas de constat de non-conformité majeure, l'exploitant est tenu de remettre à l'organisme contrôle sous trois mois à compter de la réception du présent rapport un échéancier de mise en conformité et de solliciter un contrôle complémentaire, qui ne portera que sur les points de contrôle ayant donné lieu à une non-conformité majeure, dans un délai de 12 mois à compter de la réception du présent rapport. En cas de manquement ou de persistance de la NCM à l'issue du contrôle complémentaire, l'organisme agréé saisit l'autorité compétente.

INSTALLATION CONTROLEE

Généralités

EXPLOITANT			
Nom de l'exploitant	SHELL	Site	Station service de Maucombe
Adresse	SGAR SAS - BOSC MESNIL - A28 / Aire de Maucombe Station Shell - fr/1891		
Date de la demande (copie de la demande en annexe)	01/07/2019		
Date de déclaration de l'installation	29/12/2008	Date de mise en service de l'installation	2009
Date du dernier contrôle	12/07/2012	Organisme et Contrôleur	DEKRA – Mr Dehouc
Présentation des Arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de l'article L. 512-12 du Code de l'Environnement ou de l'article R. 512-52	Liste des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée : - Arrêté préfectoral du 29/12/2008 -		
Nombre de salariés de la structure contrôlée	(moins de 10 salariés) <input type="checkbox"/>	(entre 10 et 250 salariés) <input checked="" type="checkbox"/>	(plus de 250 salariés) <input type="checkbox"/> Appartenance à un groupe <input checked="" type="checkbox"/> Nom du groupe : SHELL
Site certifié ISO 14001	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>		

CONTROLE PERIODIQUE			
Rapport de contrôle n°	D1992703/1901 R002	Date du contrôle :	29/08/2019
Contrôleur	Marteaux Loïc	Type de contrôle	Périodique <input checked="" type="checkbox"/> Complémentaire <input type="checkbox"/>
Date d'émission du rapport	29/08/2019		
Type d'indépendance d'organisme au sens de la norme NF EN ISO/CEI 17020	A <input type="checkbox"/>	B <input type="checkbox"/>	C <input checked="" type="checkbox"/> conception ou/et fabrication ou/et maintenance de la présente installation : oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/>
Bilan du contrôle	Nombre de non conformités majeures : 2		Nombre des autres non conformités : 7
Bilan du contrôle complémentaire	Nombre de non-conformités majeures maintenues : 0		

Note importante :

Article R. 512-58 du code de l'environnement :

Pour chaque catégorie d'installation, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-10 du code de l'environnement fixent les modalités du contrôle périodique.

Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par ces arrêtés complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'à l'article R. 512-52 du code de l'environnement.

Pour l'ensemble des prescriptions concernées par le contrôle périodique, les points de contrôle sont imposés et la vérification porte exclusivement sur ces points de contrôle.

En conséquence, la conformité constatée du ou des points de contrôle liés à une prescription ne peut en aucun cas présumer de la conformité de la prescription dans son ensemble.

Remarque : Dans le rapport de contrôle, le terme "**observations**" est associé à une non-conformité (écart réglementaire) toutefois une note pourra être insérée pour rendre le rapport explicite à l'exploitant.

CONTROLE DE L'INSTALLATION

Prescriptions contrôlées

C : Conforme ; NCM : Non-conformité Majeure ; ANC : Autre Non-conformité ; SO : Sans Objet

CONSTATS						
Rubrique 4734	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
1.Dispositions générales 1.4. Dossier installation classée L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour ; - « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; - les documents prévus au titre des articles du présent arrêté ; - les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.						
- présentation de « la preuve de dépôt de la déclaration » et des prescriptions générales ;	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
- présentation des plans à jour d'éventuelles modifications (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- présentation des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation, s'il y en a ;	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
- vérification de la quantité susceptible d'être présente au regard de la quantité déclarée au titre de chacune des rubriques visées au point 1.1.2 de l'annexe I ;	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

CONSTATS						
Rubrique 4734	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
- vérification que la quantité susceptible d'être présente est inférieure à la valeur supérieure du régime déclaratif tel que défini à l'article R. 511-9 du code de l'environnement au titre de chacune des rubriques visées au point 1.1.2 de l'annexe I (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
1.5. Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un registre rassemblant l'ensemble des déclarations faites au titre du présent article est tenu à jour et mis, sur demande, à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.						
- Présentation du registre tenu à jour.	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le registre de déclaration d'accident ou de pollution accidentelle ne nous a pas été présenté.	ANC 1
2. implantation, aménagement 2.1. Implantation Les réservoirs sont installés de façon à ce que leurs parois soient situées aux distances minimales suivantes mesurées horizontalement : - réservoir enterré : à 2 mètres des limites du site ainsi que des fondations de tout local sans lien avec l'exploitation du réservoir ; - réservoir aérien : à 30 mètres des limites du site. Les réservoirs aériens peuvent être implantés à une distance inférieure des limites du site en cas de mise en place d'un mur coupe-feu EI 120 permettant de maintenir les effets létaux sur le site. Les éléments de démonstration du respect des règles en vigueur le concernant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique. Les distances entre réservoirs aériens ne sont pas inférieures à la plus petite des distances suivantes : - le quart du diamètre du plus grand réservoir ; - une distance minimale de 1,50 mètre lorsque la capacité totale équivalente du stockage est inférieure ou égale à 50 m3 et de 3 mètres lorsque la capacité précitée est supérieure à 50 m3. Les installations de stockage de superéthanol ne sont pas implantées en rez-de-chaussée ou en sous-sol d'un immeuble habité ou occupé par des tiers. Aucune bouche de dépotage ne débouche en sous-sol ou en rez-de-chaussée d'un immeuble occupé par des tiers.						
- respect des distances d'éloignement des réservoirs (le non-respect de ce point relève d'une non conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		

CONSTATS						
Rubrique 4734	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
- présentation d'un justificatif démontrant que les caractéristiques du mur (matériaux et épaisseur) sont celles d'un mur coupe-feu, lorsque les distances d'éloignement sont réduites (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de mur coupe-feu sur l'installation contrôlée.	
2.2.1. Accessibilité au site L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.						
- respect des consignes d'accessibilité pour permettre l'intervention des services de secours.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
2.2.2. Sites comportant des réservoirs aériens <i>Non applicable aux installations déclarées avant le 28 juin 2009</i> 2.2.2.2. Déplacement des engins de secours à l'intérieur de l'établissement Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie engins de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont : - largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engins ; - longueur minimale de 10 mètres, présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie engins.						
- respect du nombre et des caractéristiques des aires de croisement.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable, l'installation a été déclarée en 2008 et ne comporte pas de réservoir aérien	
2.2.2. Sites comportant des réservoirs aériens <i>Non applicable aux installations déclarées avant le 28 juin 2009</i> 2.2.2.5. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins A partir de chaque voie engins ou échelle est prévu un accès à toutes les issues des bâtiments comportant un réservoir aérien de liquide inflammable par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.						
- les réservoirs aériens sont accessibles par un chemin stabilisé.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable, l'installation a été déclarée en 2008 et ne comporte pas de réservoir aérien	
2.5 Installations électriques a) L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.						
- présentation des documents justificatifs de conformité d'entretien	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

CONSTATS						
Rubrique 4734	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
et de contrôle des installations électriques.						
2.7. Rétention des aires et locaux de travail						
<p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Un dispositif, empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 8 du présent arrêté.</p>						
- présence d'un dispositif empêchant la diffusion des matières dangereuses répandues accidentellement.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
2.8. Cuvettes de rétention						
<p>Tout réservoir aérien de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est manoeuvrable depuis l'extérieur et maintenu fermé.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants), avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au point 8 de la présente annexe.</p>						
- conformité du volume de rétention par rapport au volume de stockage (le non-respect de ce point relève d'une non conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de stockage en réservoirs aériens sur le site contrôlé.	
dispositif d'obturation manoeuvrable depuis l'extérieur et maintenu fermé (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de stockage en réservoirs aériens sur le site contrôlé.	
- conformité des modalités de récupération des effluents pollués	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de stockage en réservoirs aériens sur le site contrôlé.	
3. Exploitation – entretien						
3.5. Etat des volumes stockés						

CONSTATS						
Rubrique 4734	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
<p>L'exploitant est en mesure de fournir à tout instant une estimation des volumes stockés à laquelle est annexé un plan général des stockages.</p> <p>Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p>						
- Présence d'un plan général des stockages	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
- Présentation de l'estimation des volumes de liquides inflammables stockés.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
4. Risques						
4.1. Localisation des risques						
<p>L'exploitant recense et signale, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</p>						
-Présentation du document de recensement.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
4.2. Protection individuelle						
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, et si nécessaire dans le cadre de l'exploitation, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation.</p> <p>Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.</p>						
-Présence des protections individuelles.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable, les EPI sont propres aux camions de dépotage.	
-Etat des protections individuelles.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable, les EPI sont propres aux camions de dépotage.	
4.3. Détection et protection contre l'incendie						
<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un appareil ; - d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site et notamment dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - d'un système d'alarme incendie avec report d'alarme ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; - d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles, et munie d'un couvercle ou par tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ; 						

CONSTATS						
Rubrique 4734	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
<p>- d'au moins une couverture spéciale antifeu.</p> <p>Les stockages aériens de liquides inflammables sont également équipés d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m3/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont le dispositif de raccordement est conforme aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.</p> <p>A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau prévue à l'alinéa précédent.</p> <p>Les stockages aériens de liquides inflammables de catégorie B sont également équipés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système de détection automatique d'incendie approprié au produit ; - d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté au risque à couvrir. <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>						
<p>- présence des moyens de secours et de défense contre l' incendie énumérés en 4.3 de la présente annexe (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
<p>4.6. Consignes de sécurité</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu, sous une forme quelconque, dans l'installation ; - l'obligation de l'autorisation de travaux ou du permis de feu pour les parties de l'installation réservées au stockage, aux chargements et déchargements des citernes mobiles de liquide inflammables ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues par le présent arrêté ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 6.3 de la présente annexe ; - les modalités d'information de l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>Une formation du personnel permet à l'exploitant d'être sensibilisé aux risques inhérents à ce type d'installation, de vérifier régulièrement le bon fonctionnement des divers équipements pour la prévention des risques, de prendre les dispositions nécessaires sur le plan préventif et de mettre en oeuvre, en cas de besoin, les actions</p>						

CONSTATS						
Rubrique 4734	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
les plus appropriées.						
- Présentation des consignes de sécurité pour les lieux fréquentés par le personnel.	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Aucune des consignes de sécurité ne nous a été présentées.	ANC 2
-Personnel formé et capable d'intervenir en cas d'incident.	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Aucun justificatif de formation du personnel présenté	ANC 3
5. Stockage						
5.1. Stockage en réservoirs enterrés						
Les réservoirs enterrés et les tuyauteries enterrées associées, y compris ceux qui ne sont pas classés au titre de la nomenclature des installations classées, respectent les prescriptions de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 susvisé.						
- présence de la double enveloppe et d'un détecteur de fuite accessible (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
5.1. Stockage en réservoirs enterrés : Events						
- les événements des stockages de liquides inflammables non soumis à la récupération des vapeurs sont ouverts à l'air libre sans robinet ni obturateur (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- présence d'arrête-flammes ou, en cas d'impossibilité d'accès à ces derniers, présentation d'un document justifiant leur présence (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de distribution de super-éthanol sur l'installation contrôlée.	
- présentation d'un justificatif de conformité des arrête-flammes à la norme NF EN 12874 de janvier 2001 (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de distribution de super-éthanol sur l'installation contrôlée.	
- les événements des stockages de liquides inflammables soumis à la récupération des vapeurs sont séparés des autres événements (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
5.1. Stockage en réservoirs enterrés : Tuyauteries						
- présence du point bas permettant de recueillir les écoulements de produit en cas de fuite ou, en cas de difficulté pour vérifier cette présence directement sur l'installation,	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En l'absence d'éléments permettant de déterminer la présence de tuyauterie simple enveloppe ou double enveloppe, ce point ne peut pas être jugé conforme (présence du point bas)	ANC 4

CONSTATS						
Rubrique 4734	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
présentation d'un document justifiant sa présence ;						
- présentation du suivi hebdomadaire des points bas (le non-respect de ce point relève d'une non conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	En l'absence d'éléments permettant de déterminer la présence de tuyauterie simple enveloppe ou double enveloppe, ce point ne peut pas être jugé conforme (suivi du point bas)	NCM 1
- présentation des certificats d'épreuve d'étanchéité des tuyauteries simple enveloppe (le non respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	En l'absence d'éléments permettant de déterminer la présence de tuyauterie simple enveloppe ou double enveloppe, ce point ne peut pas être jugé conforme (certificats d'épreuve d'étanchéité des tuyauteries simple enveloppe)	NCM 2
5.1. Stockage en réservoirs enterrés : Détecteur de fuite						
- les systèmes de détection de fuite sont conformes à la norme en vigueur à la date de mise en service de ces systèmes (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- positionnement des alarmes visuelles et sonore pour être vues et entendues du personnel (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- présentation des certificats de vérification tous les cinq ans (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- affichage du dernier contrôle près de la bouche de dépotage ;	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La bouche de dépotage est verrouillée et non accessible.	ANC 5
- présentation du fichier de suivi annuel des essais des alarmes par l'exploitant.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
5.1. Stockage en réservoirs enterrés : Réservoirs simple enveloppe :						
- présentation des certificats d'épreuves par un organisme « accrédité » (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs simple enveloppe sur le site contrôlé.	
- présentation des certificats de nettoyage/dégazage et contrôle visuel (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs simple enveloppe sur le site contrôlé.	
- présentation de justificatifs attestant de la réalisation d'un contrôle d'étanchéité datant de moins de cinq ans (le non-respect de ce point relève d'une non conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs simple enveloppe sur le site contrôlé.	

CONSTATS						
Rubrique 4734	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
- absence de liquide aux points bas de la fosse (le non-respect de ce point relève d'une non conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs simple enveloppe sur le site contrôlé.	
5.2. Stockages aériens Les liquides inflammables sont stockés dans des récipients fermés, incombustibles, étanches, et portent en caractères lisibles la dénomination du liquide contenu. Ces récipients sont construits selon les normes en vigueur à la date de leur fabrication et présentent une résistance suffisante aux chocs accidentels. Les liquides inflammables nécessitant un réchauffage sont exclusivement stockés dans des récipients métalliques. L'utilisation, à titre permanent, de réservoirs mobiles à des fins de stockage fixe est interdite.						
- Récipients fermés, incombustibles, étanches et étiquetés en caractères lisibles.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs aériens sur le site contrôlé.	
- absence de réservoirs mobiles utilisés à titre permanent à des fins de stockage fixe.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs aériens sur le site contrôlé.	
5.2. Stockages aériens 5.2.1. Réservoirs Les réservoirs à axe horizontal sont conformes à la norme NF EN 12285-2 dans sa version en vigueur le jour de la mise en place du réservoir ou à toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne ou l'Espace économique européen. Les réservoirs non conformes à la norme NF EN 12285-2 ou à toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne ou l'Espace économique européen, installés avant la date de parution du présent arrêté augmentée de six mois sont stratifiés sur toute la surface en contact direct avec le sol avec une continuité de 70 centimètres minimum au-dessus de la ligne de contact avec le sol. Le matériau de stratification est compatible avec les produits susceptibles d'être contenus dans le réservoir et avec l'eau. Les réservoirs rivetés sont stratifiés sur toute la surface interne. Le matériau de stratification est compatible avec les produits susceptibles d'être contenus dans le réservoir et avec l'eau. Les réservoirs fixes sont maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent être déplacés sous l'effet du vent ou sous celui de la poussée des eaux. Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.						
- présence des justificatifs normatifs des réservoirs (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs aériens sur le site contrôlé.	
- présence des certificats de stratifications des réservoirs anciens (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs aériens sur le site contrôlé.	
5.2. Stockages aériens						

CONSTATS						
Rubrique 4734	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
5.2.2. Tuyauteries <p>Les tuyauteries aériennes sont protégées contre les chocs.</p> <p>Il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets, les vannes ou clapets d'arrêts isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.</p> <p>Plusieurs réservoirs destinés au stockage du même produit peuvent avoir une seule tuyauterie de remplissage de ces réservoirs uniquement s'ils sont à la même altitude sur un même plan horizontal et qu'ils sont reliés au bas des réservoirs par une tuyauterie d'un diamètre au moins égal à la somme des diamètres des tuyauteries de remplissage.</p> <p>Les tuyauteries de liaison entre les réservoirs sont munies de dispositifs de sectionnement permettant l'isolement de chaque réservoir.</p> <p>Les tuyauteries de remplissage des réservoirs sont équipées de raccords conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les tuyauteries de raccordement des véhicules de transport de matières dangereuses.</p> <p>En dehors des opérations de remplissage des réservoirs, elles sont obturées hermétiquement.</p> <p>À proximité de l'orifice de remplissage des réservoirs sont mentionnées de façon apparente la capacité et la nature du produit du réservoir qu'il alimente.</p>						
- conformité des raccords aux normes en vigueur ;	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs aériens sur le site contrôlé.	
- conformité des tuyauteries (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs aériens sur le site contrôlé.	
- absence de tuyauterie flexible (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs aériens sur le site contrôlé.	
5.2. Stockages aériens 5.2.3. Vannes <p>Les vannes d'empiètement sont conformes aux normes en vigueur lors de leur installation.</p> <p>Elles sont facilement manoeuvrables par le personnel d'exploitation.</p>						
- conformité des vannes aux normes en vigueur ;	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs aériens sur le site contrôlé.	
- manoeuvrabilité des vannes (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs aériens sur le site contrôlé.	
5.2. Stockages aériens 5.2.4. Dispositif de jaugeage <p>En dehors des opérations de jaugeage, le dispositif de jaugeage est fermé hermétiquement par un tampon.</p> <p>Toute opération de remplissage d'un réservoir est précédée d'un jaugeage permettant de connaître le volume acceptable par le réservoir. Le jaugeage est interdit lors du remplissage.</p>						

CONSTATS						
Rubrique 4734	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
- Chaque réservoir est équipé d'une jauge manuelle fermée hermétiquement.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs aériens sur le site contrôlé.	
5.2. Stockages aériens 5.2.5. Limiteur de remplissage <p>Le limiteur de remplissage, lorsqu'il existe, est conforme à la norme NF EN 13616 dans sa version en vigueur le jour de la mise en place du dispositif ou à toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne ou l'Espace économique européen.</p> <p>Sur chaque tuyauterie de remplissage et à proximité de l'orifice de remplissage du réservoir est mentionnée de façon apparente la pression maximale de service du limiteur de remplissage quand il y en a un.</p> <p>Il est interdit de faire subir au limiteur de remplissage des pressions supérieures à la pression maximale de service.</p>						
- en cas de présence d'un limiteur de remplissage, vérification de la conformité à la norme.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs aériens sur le site contrôlé.	
5.2. Stockages aériens 5.2.6. Events <p>Les événements sont situés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal d'utilisation.</p> <p>Ils ont une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des tuyauteries de remplissage et une direction finale ascendante depuis le réservoir.</p> <p>Leurs orifices débouchent à l'air libre en un endroit visible depuis le point de livraison à au moins 4 mètres au-dessus du niveau de l'aire de stationnement du véhicule livreur et à une distance horizontale minimale de 3 mètres de toute cheminée ou de tout feu nu.</p> <p>Cette distance est d'au moins 10 mètres vis-à-vis des issues des établissements des catégories 1, 2, 3 ou 4 recevant du public.</p> <p>Lorsqu'elles concernent des établissements situés à l'extérieur de l'installation classée, les distances minimales précitées doivent être observées à la date d'implantation de l'installation classée.</p> <p>Dans tous les cas où le réservoir est sur rétention, les événements dudit réservoir débouchent au-dessus de la cuvette de rétention.</p> <p>Pour le stockage du superéthanol ou des dérivés d'éthanol, des arrête-flammes sont systématiquement prévus en tous points où une transmission d'explosion vers les réservoirs est possible. Ils sont conformes à la norme EN 12874 dans sa version en vigueur à la date de leur mise en service ou à toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne ou l'Espace économique européen.</p> <p>Les événements des réservoirs ou des compartiments d'un réservoir qui contiennent des produits non soumis aux dispositions de récupération des vapeurs débouchent à l'air libre et sont isolés des événements soumis aux dispositions de récupération des vapeurs qui les gardent confinés, y compris en cas de changement d'affectation des réservoirs.</p>						
- conformité de la position et de la section totale des événements (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs aériens sur le site contrôlé.	

CONSTATS						
Rubrique 4734	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
5.2. Stockages aériens						
5.2.7. Contrôle						
<p>Les réservoirs aériens en contact direct avec le sol sont soumis à une visite interne, à une mesure d'épaisseur sur la surface en contact avec le sol ainsi qu'à un contrôle qualité des soudures, tous les dix ans à partir de la première mise en service, par un organisme compétent.</p> <p>Le rapport de contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du contrôle périodique. Pour les réservoirs existants à la date du 31 décembre 2002, le premier contrôle est réalisé avant le 31 décembre 2012.</p> <p>Les réservoirs aériens font l'objet d'un suivi par l'exploitant du volume de produit présent dans le réservoir par jauge manuelle ou électronique à une fréquence régulière n'excédant pas une semaine.</p> <p>Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p>						
- présence des certificats de contrôle décennal interne (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs aériens sur le site contrôlé.	
- présence du registre de suivi du volume de produit dans chaque réservoir.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs aériens sur le site contrôlé.	
6. Eau						
6.6. Décanteur-séparateur d'hydrocarbures						
<p>Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est muni d'un dispositif d'obturation automatique en sortie de séparateur en cas d'afflux d'hydrocarbures pour empêcher tout déversement d'hydrocarbures dans le réseau.</p> <p>Le séparateur-décanteur d'hydrocarbures est conforme à la norme en vigueur ou à toute autre norme de la Communauté européenne ou de l'Espace économique européen.</p> <p>Le décanteur séparateur d'hydrocarbures est nettoyé par une société habilitée aussi souvent que nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi de nettoyage du décanteur-séparateur d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p>						
- présence du séparateur-décanteur d'hydrocarbures (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- présence des documents d'entretien et de suivi des déchets du décanteur-séparateur d'hydrocarbures.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
8. déchets						
<p>Les déchets dangereux sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.</p>						

CONSTATS						
Rubrique 4734	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
<p>Un registre des déchets dangereux produits, comprenant a minima la nature, le tonnage et la filière d'élimination, est tenu à jour.</p> <p>L'exploitant émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et est en mesure d'en justifier l'élimination.</p> <p>Les documents justificatifs sont conservés cinq ans et mis à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p>						
- Présentation des registres de déclaration d'élimination des déchets	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le registre de déclaration d'élimination des déchets ne nous a pas été présenté	ANC 6
- Présentation des bordereaux de suivi.	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les bordereaux de suivis ne nous ont pas été présentés.	ANC 7

DESCRIPTION DES NON-CONFORMITES

SYNTHESE DES NON CONFORMITES	
Non conformités constatées	
Points sur lesquels des mesures correctives ou préventives doivent être mises en œuvre	
N° NCM	Non-conformités majeures ⁽¹⁾ constatées
	L'arrêté ministériel, objet du présent contrôle, définit les non-conformités majeures : oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>
4	5.1 : En l'absence d'éléments permettant de déterminer la présence de tuyauterie simple enveloppe ou double enveloppe, ce point ne peut pas être jugé conforme (suivi du point bas)
2	5.1 : En l'absence d'éléments permettant de déterminer la présence de tuyauterie simple enveloppe ou double enveloppe, ce point ne peut pas être jugé conforme (certificat d'épreuve d'étanchéité des tuyauteries simple enveloppe)
N° ANC	Autres non-conformités constatées
1	1.5 : Le registre de déclaration d'accident ou de pollution accidentelle ne nous a pas été présenté.
2	4.6 : Aucune des consignes de sécurité ne nous a été présentée.
3	4.6 : Aucun justificatif de formation du personnel présenté
4	5.1 : En l'absence d'éléments permettant de déterminer la présence de tuyauterie simple enveloppe ou double enveloppe, ce point ne peut pas être jugé conforme (présence du point bas)
5	5.1 : La bouche de dépotage est verrouillée et non accessible.
6	8 : Le registre de déclaration d'élimination des déchets ne nous a pas été présenté
7	8 : Les bordereaux de suivis des déchets ne nous ont pas été présentés.

(1) au sens de l'arrêté ministériel contrôlé

En cas de constat(s) de non-conformité majeure :

Date limite pour la remise de l'échéancier de mise en conformité	<u>04/11/2018</u>	Date limite pour la sollicitation du contrôle complémentaire	<u>04/08/2019</u>
--	-------------------	--	-------------------

Prochain contrôle périodique :

Date limite pour le prochain contrôle périodique	17/05/2023
--	------------

CONTROLE COMPLEMENTAIRE

SYNTHESE DU CONTROLE COMPLEMENTAIRE		
N° NCM	Non-conformités faisant l'objet du contrôle complémentaire	
4	5.1: En l'absence d'éléments permettant de déterminer la présence de tuyauterie simple enveloppe ou double enveloppe, ce point ne peut pas être jugé conforme (suivi du point bas)	Soldée <input checked="" type="checkbox"/> Maintenue <input type="checkbox"/>
2	5.1: En l'absence d'éléments permettant de déterminer la présence de tuyauterie simple enveloppe ou double enveloppe, ce point ne peut pas être jugé conforme (certificats d'épreuve d'étanchéité des tuyauteries simple enveloppe)	Soldée <input checked="" type="checkbox"/> Maintenue <input type="checkbox"/>
		Soldée <input type="checkbox"/> Maintenue <input type="checkbox"/>

Conclusion

L'ensemble des non conformités majeures constatées lors du contrôle périodique du 29/08/2019 sont levées

ANNEXES

LISTE DES DOCUMENTS PRESENTES

Tableau récapitulatif

Référence	Version	Titre	Nb pages
	29/12/2008	Arrêté préfectoral d'autorisation	23
		Lettre de demande d'antériorité	
1891_ZONAGE ATEX-v1	26/07/2012	Dossier ATEX	76
		Fiches de données de sécurité	
1891	18/05/2011	Plan de localisation des risques	1
1891	18/05/2011	Plan hydrocarbures	1
	09/05/17	Contrôle annuel des détecteurs de fuites	1
	25/04/2017	Rapport d'essai RV2	2
0558746601701	18/05/2017	Rapport de contrôle des installations électriques	12
	11/09/2017	Rapport défense incendie	7
	23/02/2017	Rapport de vérification extincteur	4
	27/04/2017	Rapport de vérification extincteur	2
	13/07/2017	Rapport de maintenance SSi	5

	11/12/2014	Rapport de contrôle des détecteurs de fuite. Société Mesure process	5
	17/05/18	Rapport de test de coupure électrique générale. Société Castres Equipement FR/CEI/4. Coupure non autorisée	3
	02/02/2011	Rapport d'étanchéité tuyauterie simple enveloppe	5

Copie de la demande écrite de l'exploitant

(Facsimilé de la demande)

Site id	Nom d'usage	Adresse	Ville	CP	Dept	récépissé / arrêté	date du récépissé ou arrêté	date de demande d'antériorité	1414	4718	4734	1435	no de rubrique	WO 2018
FR/0054	HALLIGNICOURT SUD (Paris-Nancy)	HALLIGNICOURT, RN 4-PARIS NANCY, (Amiante) (RN4 / RTE DE VITRY), (ZIP: 52100) - FRANCE	HALLIGNICOURT	52100	52	récépissé	07/12/2006	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745571
FR/0252	PARCE EST (Angers-Le Mans)	PARCE, A11 - SENS ANGERS - LE MANS, (A11 / AIRE EST DE PARCE), (ZIP: 72300) - FRANCE	PARCE SUR SARTHE	72300	72	récépissé	28/09/1999	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745581
FR/0320	HALLIGNICOURT NORD (Nancy-Paris)	SAINT DIZIER, HALLIGNICOURT-ST DIZIER-RN4, (RN4 / RTE DE VITRY), (ZIP: 52100) - FRANCE	HALLIGNICOURT	52100	52	récépissé	03/09/2009	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745583
FR/0595	REIMS	REIMS, (RN44 / RTE DE CHALONS), (ZIP: 51100) - FRANCE	REIMS	51100	51	récépissé	15/02/1999	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745585
FR/0634	MONTELIMAR (VL)	ALLAN, AUT A 7 - MALATAVERNE, (A7 / AIRE EST DE MONTELIMAR/MALATAVERNE), (ZIP: 26200) - FRANCE	ALLAN	26200	26	arrêté	15/07/2014	04/04/2011	DC	DC	DC	DC	4	1007745587
FR/0863	LES SALLES	LES SALLES, (A72 / AIRE DU HAUT FOREZ SUD), (ZIP: 42440) - FRANCE	LES SALLES	42440	42	récépissé	08/11/1991	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745591
FR/1115	BOSGOUET	BOSGOUET, (A13 / AIRE DE BOSGOUET), (ZIP: 27310) - FRANCE	BOSGOUET	27310	27	récépissé	26/04/1988	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745594
FR/1176	VELIZY VILLACOUBLAY	VELIZY-VILLACOUBLAY, (RN118 / VAL DE GRACE), (ZIP: 78140) - FRANCE	VELIZY-VILLACOUBLAY	78140	78	récépissé	25/08/2004	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745596
FR/1211	BONNEVILLE SUD	BONNEVILLE, AUT A 40 BLANCHE, (amiante) (A40 / AIRE DE PONCHY), (ZIP: 74130) - FRANCE	Bonneville	74130	74	recepisse	29/07/1998	21/01/2016	DC	NC	NC	DC	2	1007745597
FR/1222	BLOIS VILLERBON	VILLERBON, BLOIS VILLERBON, (A10 / AIRE DE BLOIS), (ZIP: 41000) - FRANCE	VILLERBON	41000	41	arrêté	28/12/2000	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745599
FR/1349	ST MICHEL DE RIEUFRET	ST-MICHEL DE RIEUFRE, (A62 / AIRE DES LANDES), (ZIP: 33720) - FRANCE	ST MICHEL DE RIEUFRET	33720	33	récépissé	21/04/2010	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745602
FR/1384	SACLAY	SACLAY, (AUTOROUTE 118), (ZIP: 91400) - FRANCE	SACLAY	91400	91	récépissé	01/09/2000	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745604
FR/1388	COMPANS	COMPANS, (RTE DÉPARTEMENTALE 212), (ZIP: 77290) - FRANCE	COMPANS	77290	77	récépissé	03/11/2009	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745606
FR/1437	VRIGNY	VRIGNY, (A4 / AIRE DE VRIGNY), (ZIP: 51390) - FRANCE	VRIGNY	51390	51	récépissé	18/11/1998	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745607
FR/1562	MOUGINS	MOUGINS, (A8 / AIRE DE BREGUIÈRES NORD), (ZIP: 06250) - FRANCE	MOUGINS	6250	6	arrêté E	09/11/2012	-	NC	NC	DC	DC	2	1007745608
FR/1621	MARDIE	MARDIE, (RN60 / AIRE DES GRILLONS), (ZIP: 45430) - FRANCE	MARDIE	45430	45	récépissé	14/10/2004	04/04/2011	DC	NC	NC	DC	2	1007745609
FR/1700	SAINT MAURICE LA SOUTERRAINE	SAINT MAURICE, LA SOUTERRAINE, (Amiante) (LA CROISIÈRE), (ZIP: 23300) - FRANCE	ST MAURICE LA SOUTER	23300	23	récépissé	23/09/2004	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745610
FR/1787	MONTELIMAR (PL)	ALLAN, ALLAN - PL - A 7 - MALATAVERNE, (A7 / AIRE DE MONTELIMAR), (ZIP: 26280) - FRANCE	ALLAN	26280	26	récépissé	21/07/2009	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745616
FR/1790	SOMMESOUS - SOMPUIS	SOMPUIS, (A26 / AIRE DE SOMESSOUS), (ZIP: 51320) - FRANCE	SOMMESOUS	51320	51	récépissé	08/10/1991	04/04/2011	DC	DC	DC	DC	4	1007745617
FR/1891	BOSC MESNIL - MAUCOMBLE	BOSC-MESNIL, (A28 / AIRE DE MAUCOMBLE), (ZIP: 76680) - FRANCE	BOSC-MESNIL	76680	76	arrêté	29/12/2008	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745618
FR/1920	TREILLIERES	TREILLIERES, AUT A 821 - RTE NAT 1, (A821 / RTE NATIONALE 137), (ZIP: 44119) - FRANCE	TREILLIERES	44119	44	récépissé	31/08/1992 st	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745619
FR/1953	LORLANGES	ARVANT, (A75 / AIRE LAFAYETTE LORLANGES), (ZIP: 43360) - FRANCE	LORLANGES	43360	43	récépissé	11/07/1994	04/04/2011	DC	DC	DC	DC	4	1007745620
FR/1955	CHAVAGNES	CHAVAGNES EN PAILLER, (A83 / AIRE DE CHAVAGNES), (ZIP: 85250) - FRANCE	CHAVAGNES EN PAILLER	85250	85	récépissé	29/09/2009	04/04/2011	DC	NC	NC	DC	2	1007745621
FR/1988	PLOERMEL	PLOERMEL, (RN24 / Aire de Brocéliande), (ZIP: 56800) - FRANCE	PLOERMEL	56800	56	récépissé	19/10/2009	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745622
FR/2096	CHASSE SUR RHONE	CHASSES SUR RHONE, SMA SAS CHASSE/RHONE, (ZI DU LINON), (ZIP: 38670) - FRANCE	CHASSE SUR RHONE	38670	38	récépissé	22/03/1996	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745623
FR/2141	LONGUE JUMELLES - COUAILLE	LONGUE JUMELLES, (A85 / LA COUAILLE), (ZIP: 49190) - FRANCE	LONGUE JUMELLES	49190	49	récépissé	11/06/2010	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745624
FR/2142	LONGUE JUMELLES - COSSONNIERES	LONGUE JUMELLES, A85 - COSSONI, (A85 / AIRE NORD DES COSSONNIERES), (ZIP: 49190) - FRANCE	LONGUE JUMELLES	49190	49	récépissé	11/06/2010	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745625
FR/2156	CALAIS - UDG	CALAIS, (RUE DES GARENNES / ZI DES DUNES)	CALAIS	62100	62	récépissé	27/10/1999	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745626
FR/2157	SARAN - ORLEANS	SARAN, SMA SAS, (PARC D'ACTIVITÉ D'ORMES), (ZIP: 45770) - FRANCE	SARAN	45770	45	récépissé	12/11/1996	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745627
FR/2194	VELLES	VELLES/CHATEAUROUX, (A20 / AIRE DU VAL DE L'INDRE), (ZIP: 36330) - FRANCE	VELLES	36330	36	récépissé	21/02/1997 st	04/04/2011	DC	NC	NC	DC	2	1007745628
FR/2274	LE FRENEY	LE FRENEY, (A43 / AUTOPORT DU FRÉJUS), (ZIP: 73500) - FRANCE	LE FRENEY	73500	73	récépissé	25/02/2003	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745629
FR/2308	CAPENS - VOLVESTRE	CAPENS, (A64 / AIRE DE VOLVESTRE), (ZIP: 31410) - FRANCE	CAPENS	31410	31	récépissé	26/11/1997	04/04/2011	DC	DC	DC	DC	4	1007745630
FR/2310	CAPENS - GARONNE	CAPENS, (A64 / AIRE DE GARONNE), (ZIP: 31410) - FRANCE	CAPENS	31410	31	récépissé	26/11/1997	04/04/2011	DC	DC	DC	DC	4	1007745631
FR/2344	RUFFEC	RUFFEC, EST - RTE N 10, (RN10 / AIRE DES EGLANTIERES), (ZIP: 16700) - FRANCE	RUFFEC	16700	16	récépissé	18/02/1997 st	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745632
FR/2482	SAILLY FLIBEAUCOURT - BAIE DE SOMME	SAILLY FLIBEAUCOURT, (A16 / AIRE DE LA BAIE DE SOMME), (ZIP: 80970) - FRANCE	SAILLY FLIBEAUCOURT	80970	80	récépissé	28/01/1998	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745633
FR/2511	REICHTSTETT	REICHTSTETT, (RTE D37), (ZIP: 67116) - FRANCE	REICHTSTETT	67116	67	récépissé	19/02/1998	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745634
FR/2528	ST SULPICE - BOISMANDE	ST SULPICE LES FEUILLES, (A20 / AIRE DE BOISMANDE), (ZIP: 87250) - FRANCE	SAINT SULPICE LES FEUI	87250	87	récépissé	13/07/1999	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745635
FR/2533	BEZIERS SUD - SERVIAN	SERVIAN, (A9 / AIRE SUD DE MONTBLANC), (ZIP: 34290) - FRANCE	SERVIAN	34290	34	récépissé	18/09/2007	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745636
FR/2543	TOULON SUR ALLIER	TOULON SUR ALLIER, (ROUTE NATIONALE 7), (ZIP: 03286) - FRANCE	TOULON SUR ALLIER	3286	3	récépissé	22/10/1998	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745637
FR/2745	SAINT HILAIRE	SAINT-HILAIRE-COTTES, (A26 / AIRE DE SAINT-HILAIRE), (ZIP: 62120) - FRANCE	SAINT HILAIRE	62120	62	récépissé	29/09/2009	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745638
FR/2746	PARCE OUEST (Le Mans-Angers)	PARCE / SARTHE, AUT A11 SENS LE MANS -ANGERS, (A11 / AIRE OUEST DE PARCE), (ZIP: 72300) - FRANCE	PARCE	72300	72	récépissé	14/06/1993 st	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745639